

l'opinion

DES COMMUNISTES

CEUX QUI VIVENT SONT CEUX QUI LUTTENT. [VICTOR HUGO]

Toutes et tous aux Urnes !

Sommaire

EDITO

Toutes et tous aux Urnes !

ZOOMp2

La crise du Logement

INVITATION débat sur le logement

ACTUALITES.....p3

Politiques départementales

Présidentielle : rencontre avec Ian BROSSAT

Quelle connerie la guerre !

L'HUMANITE.....p4

La fête de l'Huma nouvelle version !

Les 10 et 24 avril prochains, nous serons appelé.e.s à élire le président de la République pour les cinq prochaines années. Dans le contexte de la cinquième République, cette élection est devenue, surtout depuis qu'elle est immédiatement suivie de l'élection législative, celle qui structure et détermine les orientations politiques pour cinq ans sans véritables contre-pouvoirs.

La pandémie a occupé le devant de la scène, elle a bouleversé nos vies, nos habitudes et mis en exergue les défaillances du système capitaliste et maintenant la guerre en Ukraine nous rappelle que la paix, en Europe ou ailleurs, n'est jamais acquise et qu'il faut toujours rester vigilants et mobiliser pour la sauvegarder dans l'intérêt de toutes et tous.

Ce contexte fait que cette campagne a été réduite à son minimum, les débats de fond sur les sujets du pouvoir d'achat, de l'emploi, de la retraite et des services publics n'ont pu être menés et pourtant ils n'ont cessé d'être l'objet de nombreuses mobilisations lors de ces cinq dernières années contre les reculs sociaux voulu par le pouvoir.

En témoignent nos mobilisations pour la Poste à Fontenay et Vincennes, contre l'augmentation du temps de travail des fonctionnaires territoriaux avec leurs syndicats, soutenus par notre Maire J.P. Gautrais, pour la création de postes à l'hôpital public et dans les EHPAD...

Le président sortant semble être bénéficiaire de cette campagne a minima. Il n'y est d'ailleurs entré que très récemment en dévoilant son programme qui nous promet toujours plus de libéralisme et toujours moins de services publics.

Les communistes et notre candidat Fabien Roussel, proposent un programme radicalement opposé à celui d'Emmanuel Macron, « la France des Jours heureux » : plus de services publics avec le recrutement de 500 000 fonctionnaires, la retraite à 60 ans, la semaine des 32 h, l'augmentation du SMIC, le rétablissement de l'ISF ou encore un revenu de 850 €/mois pour les étudiant.e.s.

Les communistes de Fontenay regrettent que cette élection ne permette pas d'échanger, débattre et choisir sur des projets de sociétés, plutôt que sur des personnalités ou des sujets imposés par les médias.

C'est la raison pour laquelle ils vous invitent MARDI 5 AVRIL à 20h30, à l'école Michelet, à venir débattre des enjeux autour du logement, question primordiale pour des milliers de familles fontenaysiennes, à partir des propositions portées par Fabien Roussel.

Nous espérons que la campagne, très courte, des législatives permettra d'échanger largement afin de faire élire des député.e.s qui porteront des valeurs, des projets et des propositions de lois en contradiction avec les logiques libérales en place.

Dans l'attente, faisons mentir les sondages, rendons-nous massivement aux urnes les 10 et 24 avril prochains !

Franck Mora, Responsable local PCF Fontenay-sous-Bois



Section PCF de Fontenay-sous-Bois

30 Avenue Victor Hugo 94120 Fontenay-sous-Bois
Téléphone : 01 48 76 92 23 | Mail : pcf94120@orange.fr
<https://www.facebook.com/fontenaysousbois.pcf>

La Crise du logement atteint son paroxysme !

Vivre dans un logement digne, adapté à ses ressources et à sa composition familiale doit être un droit, le droit au bonheur existe, il passe par le droit au logement !

Débattons-en ensemble le MARDI 5 AVRIL à 20H30 à l'école MICHELET

Avec la participation de :

- **Eddie JACQUEMART**, *Président d'une association nationale de défense des locataires*
- **Anne KLOPP** 1^{ère} adjointe au Maire déléguée à l'habitat et **Vincent BATTAL** conseiller municipal délégué aux structures d'hébergement spécifiques, membres du groupe Fontenay en Commun-communistes

La Fondation Abbé Pierre a présenté le 24 janvier dernier son rapport annuel sur le mal-logement en France, rapport malheureusement alarmant puisque plus de 4 millions de personnes sont mal-logés et 14 millions sont fragilisés par la crise du logement. Nous sommes donc bien loin de la promesse du président MACRON, qui avait annoncé que plus personne ne dormirait à la rue durant son quinquennat.

Pire encore, le gouvernement n'a eu de cesse de casser le modèle du logement social et d'aggraver la crise du logement en s'en prenant directement aux finances des bailleurs sociaux : fin de l'aide à la pierre entraînant des baisses de ressources importantes, objectif de 40 000 ventes de HLM par an, économies sur l'entretien des patrimoines.

Ce quinquennat aura été marqué par des coupes sans précédent dans les APL, symbole de l'injustice des choix budgétaires du gouvernement. Au total, les

coupes successives dans les APL atteignent sur le quinquennat près de 15 milliards, venant fragiliser un peu plus de 6,6 millions de locataires, dont 800 000 étudiants. Dans le même temps les ménages les plus riches ont amplement bénéficié de la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF).

La crise sanitaire a exacerbé les inégalités sociales, et la crise du logement atteint son paroxysme. Les principales causes sont la spéculation foncière et immobilière qui rend la construction et les loyers plus chers, alors que 2 millions de personnes attendent un logement social.

A l'aube de la présidentielle, peu de candidats prennent en compte dans leur programme la question du logement, et du logement social en particulier.

Pourtant, cette question se doit d'être portée au niveau national et la volonté politique seule des villes ne saurait suffire à l'absorption des besoins.

Ainsi, si Fontenay, mène une politique volontaire en la matière, par la construction de logements sociaux, l'accompagnement des demandeurs, des locataires avec leurs bailleurs... l'absence de construction de logements sociaux par les villes alentours, pourtant obligatoire par la loi SRU, entraîne de fait des délais allongés sur notre ville.

Il est possible d'agir tout de suite pour le logement de toutes et tous :

- En revalorisant les APL et en supprimant la caution dans le parc privé,
- En mettant sous protection le 1,2 million de personnes menacées d'expulsion locative et en interdisant les expulsions sans solution de relogement,
- En augmentant les taxes sur les logements vacants dans les zones en déficit de logements et d'encadrer les loyers pour que loyer et charges ne dépassent pas 20 % des revenus du foyer.

A plus long terme, nous proposons de :

- Construire 200 000 logements sociaux par an et renforcer la loi SRU (vers 30 % de logements sociaux en zone urbaine).
- Créer un service public national et décentralisé du logement, de l'habitat et de la ville, s'appuyant notamment sur un pôle public financier (financement à taux zéro du logement public), un pôle public de la construction et une agence nationale foncière (pour compenser les surcoûts fonciers).

Conseil départemental La mise à mal des politiques de solidarités

Bouclier social pour les plus fragiles, l'action de Christian Favier priorisait l'accès aux droits, l'insertion sociale et professionnelle, la lutte contre toutes les exclusions.

Les premières annonces de la nouvelle majorité de Droite, avec la suppression d'aides comme les chèques mobilité, ont donné le la d'un changement radical de cap.

Le débat sur les orientations budgétaires du nouvel exécutif confirme la volonté de la Droite d'abaisser ce bouclier social et de stigmatiser celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Les attaques en règle contre le RSA illustrent cela, avec l'objectif de réduire de 20 millions d'euros le budget alloué.

Comme nous l'avons affirmé avec force au nouveau président du Conseil Départemental, les 45 000 allocataires du RSA ne sont pas des assistés, heureux de survivre avec les minimas sociaux mais des salarié.e.s en contrat précaire ou privé.e.s d'emplois, frappé.e.s de plein fouet par les conséquences de la crise sanitaire.

Beaucoup, parmi celles et ceux les plus éloigné.e.s de l'emploi, sont déjà dans des situations de très grande pauvreté, alors que les factures explosent pour se chauffer, s'éclairer.

Les objectifs de la Droite départementale illustrent ce que les droites, incarnées par Péresse ou Macron, veulent opérer au niveau du pays tout entier, avec la mise en cause du RSA, mais aussi la poursuite de la destruction de notre système de protection sociale, le report de l'âge légal de la retraite à 65 ans.

A l'opposé de ces politiques aggravant les inégalités dans notre département, nous voulons faire vivre la démarche de *Val de Marne en Commun* pour de nouveaux droits pour toutes et tous tant les besoins sont criants.

Sokona Niakhaté et Franck Mora

Conseillers départementaux Fontenay-Vincennes Est Groupe Val de Marne en Commun, communiste et citoyen

Ian Brossat, porte-parole de Fabien Roussel, est venu à notre rencontre le samedi 19 mars

Après un rappel du contexte national avec la dégradation des conditions de vie et de travail pour la majorité d'entre nous et la situation nouvelle créée par la guerre en Ukraine, Ian Brossat a mis l'accent sur les enjeux de ce scrutin, alors même que le candidat-président se refuse au débat public et que les questions essentielles pour la vie des gens ne sont pas ou trop peu posées : pouvoir d'achat, emplois, services publics... Il exprime clairement la position de Fabien Roussel sur le conflit en Ukraine et la responsabilité de Poutine.



Dans le débat : les questions sur les perspectives pour la jeunesse, la nécessité de rassemblement face à la montée des droites, pour redonner de l'espoir, l'urgence d'une autre politique pour le logement...

Quelle connerie la guerre !

Boris Vian avait raison, les bombes qui s'abattent sur l'Ukraine, Mariopol rayée de la carte, l'effroi terrible des enfants, des millions de personnes déplacées en quête d'un havre de paix...

C'est tout ça la guerre, c'est ça dont est responsable Poutine et des conséquences sur le peuple russe à qui il interdit toute manifestation d'opposition à sa politique.



Oui il y a urgence comme nous le faisons à Fontenay, à marquer notre solidarité notamment avec les habitants de notre ville jumelle Brovary, en envoyant des médicaments et des produits de première urgence à la demande de son Maire, en accueillant avec une solidarité citoyenne remarquable, les femmes, les enfants qui fuient les bombes

Oui il y a urgence en même temps à mener le combat pour la paix. La paix qui impose d'arrêter la militarisation de la planète et les profits fabuleux de tous les marchands d'armes, la paix qui exige l'interdiction des armes nucléaires comme le prévoit le traité Tian.

La paix durable comme projet politique, à nous ensemble de le porter beaucoup plus fort partout dans le monde.

Martine ANTOINE

Militante communiste, militante pour la paix

